

En France, le décollage ballotté des énergies renouvelables

LE MONDE | 16.05.2013 à 12h10 • Mis à jour le 16.05.2013 à 15h12

Par Dominique Pialot



Au niveau mondial, la production d'électricité renouvelable devrait croître de 5,8 % chaque année d'ici 2017. Hors hydroélectricité, la croissance pour les énergies vertes afficherait 14 % (ici, le barrage des Trois Gorges sur le fleuve Yangtsé, en Chine). | REUTERS/STRINGER SHANGHAI

Certains chiffres se passent de commentaires. En 2012, l'éolien français a enregistré une baisse des raccordements au réseau de 9 %, tandis que le rythme des installations solaires photovoltaïques chutait de... 39 %. La part des énergies renouvelables, de 20 % du mix énergétique dans le monde (surtout l'hydro-électricité et la biomasse) et 15 % en Europe, plafonne à 13 % en France, rendant incertain l'objectif de 23 % en 2020 fixé par le paquet européen énergie-climat de 2008.

"Nous n'avons jamais eu de politique claire et assumée en matière d'énergies renouvelables", déplore Matthieu Orphelin, porte-parole de la Fédération Nicolas Hulot et corapporteur du rapport coûts-bénéfices pour le Débat national sur la transition énergétique. Pionnière de l'éolien et du solaire dans les années 1970, la France en a délaissé le développement à la

première rechute du prix du baril de pétrole.

TARIFS DE RACHAT D'ÉLECTRICITÉ ATTRACTIFS

En 2007, le Grenelle de l'environnement fixait des objectifs pour 2020, soutenus par des tarifs de rachat d'électricité attractifs. Dans le solaire, une bulle s'est rapidement créée. En tentant d'en arrêter la croissance par des baisses de ces tarifs, les pouvoirs publics ont provoqué une crise de défiance qui a atteint son paroxysme avec le moratoire de trois mois sur les rachats d'électricité photovoltaïque décrété en décembre 2010. Le marché français du solaire ne s'en est jamais remis, et les annonces du nouveau gouvernement n'ont pas (encore ?) permis de renverser la situation. L'objectif du Grenelle, modestement fixé à 5,4 GW en 2020, est néanmoins presque déjà atteint.

Dans l'éolien, en revanche, victime d'une extrême lourdeur administrative et d'un arrêté tarifaire menacé d'annulation par Bruxelles, il faudrait quinze ans pour atteindre les 19 GW visés !

GROS INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Réduction des émissions de CO₂, baisse des importations d'hydrocarbures, respect des engagements français sur le climat... Tous les scénarios à l'étude dans le cadre du Débat national sur la transition énergétique prévoient une part accrue des énergies renouvelables.

L'association Négawatt et l'ONG Greenpeace y accordent la plus grande place, d'environ 90 % de la production énergétique en 2050. Tous deux prévoient également une baisse de la demande de quelque 60 % d'ici à 2050, et une sortie progressive du nucléaire, définitive dès 2033 pour Négawatt. Le groupe de travail chargé des énergies renouvelables propose, lui, de multiplier par trois ou quatre l'objectif photovoltaïque à l'horizon 2020, soit entre 15 et 25 GW.

Mais tous les participants au débat sont loin de partager ces vues. *"La France n'a pas les moyens de se payer une transition énergétique à l'allemande"*, prévient Jean-Pierre Clamadieu, président de la commission développement durable du Medef. *"Si la demande continue de baisser sous l'effet de l'efficacité énergétique et du ralentissement de la conjoncture économique, un maintien plus volontariste du parc nucléaire mérite d'être étudié"*, observe Thierry Le Hénaff, PDG du chimiste Arkema.

ÉNERGIES COÛTEUSES

Car les énergies renouvelables ont la réputation d'être coûteuses. En France, les tarifs de rachat représenteront plus de la moitié de la contribution spéciale au service de l'électricité à partir de 2013, un montant

qui pourrait atteindre 6,7 milliards d'euros en 2020. Cette contribution, qui finance aussi la péréquation tarifaire avec les DOM et la Corse et la précarité énergétique, pèse pour le moment uniquement sur les consommateurs d'électricité. Le gouvernement pourrait décider d'en élargir l'assiette à toutes les énergies.

La transition implique aussi une adaptation des réseaux de transport et de distribution de l'électricité et d'importants investissements privés. Au minimum 75 milliards d'euros d'ici à 2020 pour atteindre l'objectif proposé par le groupe de travail. L'opposition entre nucléaire et énergies renouvelables, qui ne concerne que l'électricité, soit moins de 20 % de l'énergie consommée en France, est ravivée par le débat sur la compétitivité de l'industrie française.

DÉMANTÈLEMENT DES CENTRALES EN FIN DE VIE

Mise aux normes post-Fukushima, actualisation des coûts de l'EPR, le réacteur de troisième génération, dépenses d'entretien dans l'hypothèse d'une prolongation du parc, coûts de démantèlement des centrales en fin de vie... Malgré la multiplication des arguments annonçant une hausse, l'étiquette d'électricité bon marché continue de coller au nucléaire. *"Rien que le risque d'accident, estimé à 430 milliards mais en réalité impossible à chiffrer, fait que le nucléaire ne sera jamais un choix économique"*, affirme Alain Grandjean, président du comité des experts du Débat national sur la transition énergétique.

Réconciliant ces ennemis historiques, François Michel, président du groupe des entreprises de l'énergie du Débat national et directeur du plan et de la stratégie du groupe industriel Saint-Gobain, affirme que *"le maintien d'un mix énergétique stable [grâce à la prolongation du parc nucléaire] est la meilleure garantie de développement des énergies renouvelables."* A condition de ne soutenir que les énergies de l'équilibre économique, et de limiter le soutien public à la recherche et développement et aux démonstrateurs...

Cela suffira-t-il à garantir le développement de filières capables de s'exporter et de profiter de l'explosion annoncée d'un marché qui a mobilisé 268,7 milliards de dollars (207 milliards d'euros) en 2012 ? Il est permis d'en douter.

Dominique Pialot